



Le sénateur socialiste et président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini (à gauche), à Marseille, en 2008. PHOTO REGIS COLO RINA PRESS

# Guérini, la fratrie en danger

Le président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône et son frère sont soupçonnés de malversations, mais l'omerta règne au sein du PS local.

Par **OLIVIER BERTRAND**  
Correspondant à Marseille

C'est devenu un feuilleton. Jour après jour à Marseille, les habitants commentent, navrés ou rigolards, les mésaventures des frères Guérini. Alexandre le petit frère (52 ans), entrepreneur spécialisé dans les déchets publics et l'intimidation physique, incarcéré depuis le 1<sup>er</sup> décembre. Et son frère Jean-Noël (60 ans), sénateur et président socialiste du conseil général, patron de la puissante fédération PS des Bouches-du-Rhône. Qui répète à l'envi : « Lui c'est lui, moi c'est moi », manière de signifier qu'il n'aurait rien à voir avec les ennuis de son frère.

Jean-Noël Guérini a décidé hier de déposer une plainte en diffamation contre Arnaud Montebourg, auteur d'un rapport demandant sa destitution (lire ci-contre). Un épisode de plus dans le grand déballage que certains socialistes marseillais observent sans surprise, mais encore en silence. Le ras-le-bol du système en place se dit encore à voix très basse, fataliste. Tant que Jean-Noël Guérini n'aura pas un genou à terre, les plus las se contenteront d'espérer que la justice ou les instances nationales du PS fassent le travail : changer le fonctionnement d'un PS local tenu de mains fermes par les deux frères.

Leurs ennuis ont commencé le 9 février 2009, lorsque le procureur de la République de Marseille a ouvert une lettre anonyme postée une semaine plus tôt. Sur neuf pages tapées à la machine, le récit d'un « système mis en place pour détourner des sommes considérables, non pas pour financer des campagnes électorales ou un parti politique, mais pour enrichir personnellement deux hommes et leurs complices ». Le courrier semblait écrit par un élu ou un fonctionnaire, quelqu'un d'aussi informé qu'écœuré. Il sera suivi d'autres lettres et après une enquête préliminaire, le parquet ouvre une information judiciaire le 16 avril 2009.

**SANS ÉTATS D'ÂME.** Le juge Charles Duchaine travaille tranquillement plusieurs mois. Personne en ville n'est au courant de l'enquête, confiée aux gendarmes. Personne, sauf les Guérini, qui bénéficient de certaines fuites. Des écoutes révélées depuis par le *Canard enchaîné* semblent désigner Bernard Squarcini, patron du renseignement intérieur français, et ami de Jean-Noël Guérini. Le haut fonctionnaire s'en défend. Le tuyau ne rend pas les frères plus prudents, et les interceptions réalisées durant les six premiers mois permettent au magistrat de confirmer l'influence exercée par Alexandre Guérini sur les collectivités publiques

## REPÈRES

La fédération des Bouches-du-Rhône a longtemps été la plus importante du PS, après celle du Pas-de-Calais. Elle perd de son influence après la mort de Gaston Defferre, maire de Marseille de 1953 à 1986, qui ouvre une lutte fratricide entre Michel Pezet et Robert Vigouroux. Le PS perd la mairie de Marseille en 1995. En 2008, au congrès de Reims, la fédération a soutenu à 72,5% Ségolène Royal.



Alexandre Guérini (52 ans), entrepreneur spécialisé dans les déchets publics et le plus jeune des deux frères, est très brul de décoffrage. Il menace, traite ses interlocuteurs de « petit pédé », « gros enculé », ou « tapette ». Tête brûlée, il n'est pas toujours prudent. Un jour, il évoque au téléphone l'enquête en cours. À l'autre bout, son frère le reprend : « Parle corsu, enfin ! ». Comme si ça suffisait pour ne plus être compris. Il était sous écoute. Les enquêteurs ont traduit et bien rigolé. Mis en examen, Alexandre Guérini est incarcéré depuis le 1<sup>er</sup> décembre. PHOTO CLAUDE AHMEDOVAN / FLEDPHOTO

de la région. Il pèse sur les marchés, exige des avantages qu'il redistribue (logements, emplois, augmentations). Sans aucun mandat, il donne des ordres, décide de recrutements.

Il est puissant le frère de Jean-Noël. Et il fait peur aussi. Physiquement. Il gère sans états d'âme un joli réseau d'influence, mais l'un des enjeux pénaux reste d'établir si cela constitue un trafic d'influence. Et si cela s'est fait à l'insu de son frère, ou avec sa complicité. Pour l'instant, l'aîné n'a jamais été entendu. Les exemples d'avantages obtenus des collectivités sont nombreux. Lorsqu'Alexandre Guérini veut obtenir près d'Aubagne l'extension d'une décharge, le conseil général de son frère préempte le terrain voisin, au nom de la «protection d'un site naturel», puis le revend à la communauté d'agglomérations d'Aubagne (dont le président communiste, mis en examen, vient de démissionner). La collectivité accorde dans la foulée une autorisation d'étendre la décharge. Financée par la collectivité, cette dernière servira aussi à enfouir des déchets privés. C'est illégal, mais très juteux. La justice s'intéresse également aux liens de certaines entreprises d'Alexandre Guérini avec celles de proches d'un braqueur arrêté après une longue cavale. Elle soupçonne le petit frère d'être passé progressivement du nettoyage au blanchiment avec des sociétés taxi qui permettent d'évacuer de l'argent vers des comptes au Luxembourg, en Espagne, au Panama...

**COMMUNE.** Surtout, le juge s'intéresse aux pressions exercées par Alexandre Guérini sur les collectivités de la région, pour que lui-même ou ses amis pas toujours recommandables décrochent des marchés. En 2008, lorsque la gauche, bien que minoritaire, emporte la présidence de la communauté urbaine de Marseille, Alexandre Guérini choisit lui-même le futur directeur de la propriété urbaine. C'est plus commode ensuite pour discuter affaires. Le directeur en question dira plus tard aux gendarmes que le petit frère avait «pilote (son) accession à ce poste pour obtenir des marchés publics et des informations relatives à ces marchés». Il s'est exécuté. Les exemples sont nombreux, édifiants, et s'accompagnent souvent d'insultes, de menaces. A Marseille, tout le monde en parle, guette la prochaine révélation. Mais les responsables politiques ne mouftent guère. Certains systèmes clientélistes sont en place depuis longtemps, structurent la ville, les régulations, parfois depuis la fin de la dernière guerre. Jean-Claude Gaudin, maire de la ville et futur président des sénateurs UMP, refuse d'évoquer les affaires. A droite, seuls deux hommes dénoncent le climat. Bruno Gilles, sénateur UMP, qui a écrit à Martine Aubry pour lui demander de suspendre Guérini. Et Renaud Musejjer, député UMP qu'Alexandre Guérini a menacé publiquement, parce qu'il le soupçonnait d'être l'auteur des courriers anonymes.

A gauche, le PS ne l'ouvre pas davantage. Les révélations successives affaiblissent Jean-Noël Guérini, mais sa fédération reste tenue. Les critiques sont feutrées. Du côté d'Europe Écologie en revanche, Laurence Vichnievsky, magistrate et conseillère régionale, est montée au créneau ces derniers jours pour prévenir que les candidats écologistes conditionneront leur soutien au deuxième tour des élections cantonales à des engagements de leurs amis du PS. «Sur le programme, précise-t-elle, mais aussi sur la gouvernance.» Elle aimerait que les candidats socialistes s'engagent, en cas de victoire, à ne pas réélire Jean-Noël Guérini à la tête du conseil général. Mais c'est peut-être encore trop tôt. ▶

«J'ai constaté qu'il y avait des dysfonctionnements dans la fédération. A partir du moment où je constate, j'en fais part à la direction et c'est à la direction de s'en emparer.»

Arnaud Montebourg député et dirigeant du PS

Les fuites du rapport d'Arnaud Montebourg, qui met en cause les pratiques de Jean-Noël Guérini, embarrasse la Rue de Solferino.

## Des Bouches à incendie pour le PS

Salé histoire et mauvais tempo. Un an après la campagne des régionales polluée par les dérapages nauséabonds de feu Georges Frêche le féodal languedocien, voilà Martine Aubry aux prises avec une nouvelle affaire de potentiel local, cette fois à Marseille. «Montebourg balance une grenade sur le parti à quinze jours des cantonales», s'étranglait hier un proche de la première secrétaire du PS. Et ça fait un gros boum.

Dans un rapport «confidentiel» daté du 8 décembre sur «les pratiques de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône» révélé mercredi par LePoint.fr, Arnaud Montebourg, secrétaire national à la rénovation et candidat à la primaire socialiste, dresse un réquisitoire contre Jean-Noël Guérini, homme fort des Bouches-du-Rhône, à la fois président du conseil général et «président autoproclamé» de la fédération socialiste «en violation des statuts» du parti.

Montebourg met en cause «un système de pression féodal reposant sur l'intimidation et la peur» et qualifie le conseil général «d'instrument clientéliste» pour «asseoir sans partage le pouvoir de son président». «Le contrôle sans limite de Jean-Noël Guérini sur le parti s'exerce par la mise en place systématique à la direction des sections marseillaises d'employés du conseil général» dans «13 des 18 secteurs marseillais».

**Déflagration.** Le député de Saône-et-Loire fait état de «menaces physiques et d'intimidations» subies par un «élu résistant aux méthodes du président». Et demande à Martine Aubry «la mise sous tutelle de la fédération du PS» et «la destitution» de son patron. Guérini a riposté, hier, en annonçant qu'il portait

plainte pour diffamation contre Montebourg. Jean-David Ciot, premier secrétaire fédéral, lui a emboîté le pas, accusant en sus le député de Saône-et-Loire de «collusion avec la droite».

Rue de Solferino, on appliquait hier la stratégie de

**Dans son rapport, Arnaud Montebourg parle de «système de pression féodal reposant sur l'intimidation et la peur».**

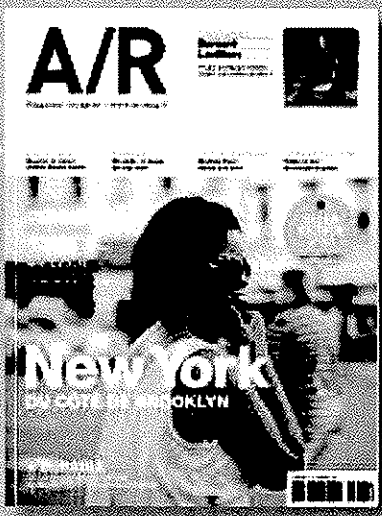
l'éclédon. Objectif: limiter la déflagration, alors que la première secrétaire s'évertue à mobiliser les cadres et les militants en faisant le tour des cantons et vient de préfacer un ouvrage d'intellectuels

Pour changer de civilisation, premier étage de la fusée du projet pour 2012 lancée début avril. «Il n'y a pas d'éléments précis dans ce rapport, avait réagi mercredi Martine Aubry. Il faut laisser la justice faire son travail.» Hier, François Lamy, son premier lieutenant, démissionnait. «Dans le Languedoc, on a réagi. Là il n'y a rien, aucun témoignage ni document. C'est du déclamatoire. Les comptes et les fichiers de la fédération ont été expertisés comme ailleurs. Ils ne posent pas de problème.»

«Mousser». A Marseille comme à la direction parisienne du PS, on accuse Montebourg «d'avoir fait

cette affaire pour se faire mousser» et relancer sa candidature à la primaire. Ce dernier reconnaît que la publication de son rapport «ne tombe pas à la bonne date». «Le problème, ce n'est pas la fuite mais ce qu'il y a dedans. On a mis Frêche sous tutelle pour 40 fois moins grave», explique son entourage. Côté Aubry, on assure n'avoir reçu le rapport que la semaine dernière. Chez Montebourg, on affirme que la première secrétaire était saisie de l'affaire depuis la mi-novembre et a fait l'autruche. «Un secrétaire national à la rénovation qui découvre de telles pratiques et se tairait serait fautif!» s'exclame Arnaud Montebourg.

MATTHIEU ÉCOIFFIER



**UN REGARD LIBRE SUR LE VOYAGE**

«Avec une pointe d'humour, les sujets de fond alternent avec les bons plans.»  
 > NATIONAL GEOGRAPHIC

«Le magazine du globe, noter intelligent et décontracté à l'origine.»  
 > CHARLIE HEBDO

5,50 EUROS

EN KIOSQUE

Abonnez-vous ou offrez un abonnement sur [www.ar-mag.fr](http://www.ar-mag.fr)

# 6085

C'est le nombre d'adhérents à jour de cotisation que comptait la fédération PS des Bouches-du-Rhône fin 2009. A l'époque de Defferre, elle en revendiquait trois fois plus.